

**Dans un communiqué conjoint, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et les ligues membre la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) , le Réseau national des droits humains ( RNDDH) et le Centre œcuménique des droits humains (CEDH) saluent le compromis auquel les gouvernements haïtiens et dominicains sont parvenus pour renforcer leur relation bilatérale et garantir la sécurité des consulats et sièges diplomatiques dominicaines en Haïti, apprend HPN.**

Toutefois, ces organisations signataires manifestent leur préoccupation face au contexte d'intolérance dans lequel évolue les relations entre ces deux Républiques voisines.

Pour ces organisations, « Le dialogue est, et restera la meilleure façon d'affronter et de résoudre les différences, exprimer les points de vues et arriver à des accords qui préservent la paix et l'harmonie entre les États. »

Ces organismes défenseurs des droits humains exhortent les autorités compétentes à mener des investigations exhaustives sur l'assassinat et pendaison du jeune haïtien Jean Claude Henry retrouvé sur la place centrale de la ville de Santiago, en République Dominicaine.

« Le droit à la nationalité est un principe démocratique universel qui doit être respecté et garanti. De manière évidente ce droit continue à être violé par l'État dominicain » déclarent les représentants de ces organisations